

Les enseignants du collège de Rugles se mobilisent contre les mesures envisagées par le gouvernement

Fermetures de classes, groupes de niveaux... Concernée par ces mesures, l'équipe pédagogique du collège Victor Hugo de Rugles (Eure) est montée au créneau mardi 20 février.



Le collège Victor Hugo a déjà connu une fermeture de classe en 2023

Les collèges de Eure se sont mobilisés, mardi 20 février, pour dénoncer des mesures envisagées par le gouvernement qui sont en contradiction avec les besoins des élèves.

Avant de se rendre à la préfecture de Eure l'après-midi pour faire entendre leur idées aux côtés d'autres établissements, l'équipe pédagogique du collège Victor Hugo à Rugles (Eure) a manifesté son mécontentement devant l'établissement durant toute la matinée.

L'équivalent d'une classe en moins

Chaque année, en janvier, le rectorat fournit aux établissements la DHG (Dotation Horaire Globale), un document qui comptabilise le nombre d'heures d'enseignement qui devra être assuré chaque semaine au sein de l'établissement.

À la rentrée 2023, le collège ruglois s'est vu supprimer un nombre d'heures équivalent à une classe pour le niveau de 6e. Pour la rentrée prochaine c'est une classe de 3e qui serait concernée par une fermeture.

Un contexte qui nécessite plus de moyens

Outre le fait que le niveau de 3e constitue un palier d'orientation et une année d'examen, cette décision aurait des conséquences négatives pour la qualité de l'apprentissage et le suivi individuel des élèves dans un contexte social, culturel, économique et géographique déjà défavorisé.

En effet, l'indice de position sociale (IPS) du collège se situe en 49e position sur 55 collèges du département de l'Eure. Par ailleurs, la proportion d'élèves porteurs de handicap (8% en 2021) est supérieure à la moyenne départementale (5,5% en 2021) et deux fois supérieure à la moyenne nationale (3,6% en 2021). Des chiffres qui, aux yeux des enseignants de Rugles, justifient à eux seuls des moyens humains et financiers supplémentaires, et non des suppressions d'heures et de classes.

Des classes surchargées

La DSDEN (Direction des services départementaux de l'Éducation nationale) prévoit une baisse d'effectif qui, selon les professeurs du collège ruglois, est surestimée. "Elle se base sur des chiffres des années passées mais c'est artificiel, ça ne reflète pas à la réalité", explique Stéphane Lallemand, professeur d'éducation musicale au collège Victor Hugo.

C'est sûr et certain qu'on va perdre des élèves d'une année sur l'autre, comme n'importe quel établissement, mais on va aussi en récupérer. D'autres facteurs sont à prendre en compte. Stéphane Lallemand

Claire Mabil, déléguée du Syndicat Force Ouvrière des lycées et collèges et enseignante au collège de La Barre-en-Ouche, note également une volonté du gouvernement de supprimer des postes en réponse à la baisse démographique. Cette dernière voit plutôt en cette baisse démographique "une opportunité d'améliorer la prise en charge des élèves".

Dans cette situation, les suppressions de postes et de classes contraignent les établissements scolaires à surcharger les classes, au détriment de la qualité de l'enseignement.

Des constats négatifs à tous les niveaux

Stéphane Lallemand fait remarquer que ces réformes gouvernementales vont à l'encontre des préconisations des études menées plus largement en France et à l'étranger. "C'est pas nouveau, c'est prouvé partout. Plus on a des effectifs importants, plus c'est difficile, non seulement de suivre les élèves individuellement, mais aussi pour la discipline et la gestion de la classe", rapporte-t-il.

Les enseignants constatent également pour conséquence un "climat scolaire dégradé".

On parle de harcèlement, de violence... Mais plus les élèves sont nombreux dans les classes, plus cela déclenche ce genre de travers chez eux. Claire Mabilie, déléguée du Syndicat Force Ouvrière des lycées et collèges

Les enseignants vont devoir se partager sur plusieurs établissements

De plus avec cette baisse du nombre d'heure, plusieurs professeurs vont être en service partagé, c'est-à-dire, sur deux voir trois collèges différents. Rendant ainsi la l'organisation des emplois du temps ingérable pour les établissements.

"On se plaint de ne pas avoir de professeur principaux, mais si les enseignants doivent être sur plusieurs collèges à la fois, c'est difficile d'être présent, de communiquer avec les élèves, les parents...", se désole Karine Le Goë, accompagnante des élèves en situation de handicap (AESH) en classe Ulis.

Des groupes de niveaux en français et en mathématiques

La fermeture de classe était probablement la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, mais certainement pas la seule raison de cette manifestation. L'annonce de Gabriel Attal concernant l'organisation en groupes de niveaux pour le français et les mathématiques est loin d'avoir convaincu les enseignants du collège Victor Hugo.

"C'est juste un tri des élèves"

Selon eux, cette mesure ne ferait qu'accentuer l'écart entre les élèves, ce qui est contraire à l'objectif qui est d'élever le niveau de manière générale. "Cela ne nous permettra pas de mieux travailler puisqu'il n'y a pas de moyens. C'est juste un tri des élèves", souligne la déléguée syndicale.

En regroupant les élèves en difficulté ensemble, cela ne pourra pas créer d'émulation. Claire Mabilie

Pour Stéphane Lallemand et ses collègues, les élèves en difficultés vont "intégrer une mauvaise image d'eux-mêmes, se disant qu'ils sont mauvais, et perdant ainsi la motivation pour progresser".

Les professeurs ne pourront pas être partout à la fois

"Nous, les professeurs de français et de mathématiques, n'ayant jamais les élèves en classe entière, nous ne pourrions pas être professeurs principaux", explique Graziella Tougard, professeur de mathématiques à Rugles.

A titre d'exemple, à la rentrée prochaine, le collège Victor Hugo comptera deux classes de 5e, séparées en trois groupes de niveaux en français et trois groupes en mathématiques. Ce qui implique d'avoir trois professeurs dans chaque matière et donc, de parfois devoir faire appel à un professeur venant d'un autre établissement.

Beaucoup de contraintes d'emploi du temps que vont devoir subir chacun. "C'est une usine à gaz à tous les niveaux", se désespère Emilie Gougeon, professeur d'histoire et géographie.

Un dernier espoir ?

Ces mesures semblent perturber l'ensemble de la communauté éducatives, élèves, enseignants, AVS, responsables d'établissement...

Au mois de mars, les représentants du collège Victor Hugo seront reçus par la Directrice académique des services de l'éducation nationale (DASEN) pour apporter leurs arguments contre ces mesures. "On a des ajustements possibles jusqu'au mois de juin", précise le groupe d'enseignants qui espère obtenir gain de cause.